



cmec

Conseil des
ministres
de l'Éducation
(Canada)

Council of
Ministers
of Education,
Canada

**Commission Éducation de la
39^e session de la Conférence générale de l'UNESCO**
Paris, France
1^{er}-4 novembre 2017

Rapport de la délégation du Canada



Table des matières

1. Introduction.....	3
2. Délégation du Canada	3
3. Commission Éducation	4
i. Aperçu	4
ii. Ordre du jour	5
iii. Séances et messages clés communiqués par la délégation du Canada	5
4. Dialogue sur les compétences globales et l'éducation à la citoyenneté mondiale, organisée conjointement par le CMEC et la Corée.....	9
5. Principaux résultats de la conférence	10
6. Suivi pour le CMEC	11

1. Introduction

La Commission Éducation de la 39^e session de la Conférence générale de l'UNESCO a eu lieu du 1^{er} au 4 novembre 2017, au siège social de l'organisation, à Paris, France. La Conférence générale, qui se déroule tous les deux ans, détermine le budget de l'organisation ainsi que l'orientation de ses programmes et de ses activités pour les deux années suivantes.

Fondée le 16 novembre 1945, l'organisation compte actuellement 195 États membres et est gouvernée par la Conférence générale et le Conseil exécutif. M^{me} Irina Bokova est la directrice générale du Secrétariat de l'UNESCO depuis 2013 et est responsable de l'exécution des décisions de ces deux organes.

La Conférence générale est le théâtre, tous les quatre ans, de l'élection d'une nouvelle directrice générale ou d'un nouveau directeur général. M^{me} Audrey Azoulay, ancienne ministre de la Culture de la France, a été élue au poste de directrice générale de l'UNESCO, où elle succédera à M^{me} Bokova (Bulgarie), réélue directrice générale de l'organisation à la 37^e session de la Conférence générale de l'UNESCO, en 2013.

À cette plus récente réunion de la Commission Éducation, les membres ont établi les priorités et ont adopté le budget 2018-2019 de l'éducation, à la lumière du Grand programme I – Éducation, qui porte sur la période quadriennale 2018-2021. Ils ont de plus examiné divers dossiers, pour lesquels ils ont pris des décisions, y compris celui de la Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications de l'enseignement supérieur et le rôle de l'UNESCO dans la mise en œuvre de l'Objectif de développement durable (ODD) 4 – Éducation 2030.

L'éducation est l'un des cinq secteurs clés de l'UNESCO, avec les sciences naturelles, les sciences sociales et humaines, la culture, ainsi que la communication et l'information. L'UNESCO est la seule agence des Nations Unies dont le mandat englobe tous les aspects de l'éducation – depuis le développement préscolaire jusqu'à l'éducation postsecondaire, y compris la formation technique et professionnelle, l'éducation non formelle ainsi que la littératie et l'alphabétisation.

En octobre 2017, les États-Unis d'Amérique et Israël se sont tous les deux retirés de l'organisation. Ce retrait entrera en vigueur en décembre 2018. Les deux pays étaient représentés à la 39^e session de la Conférence générale.

2. Délégation du Canada

Le CMEC a nommé M. Dale Kirby, ministre de l'Éducation et du Développement de la petite enfance de Terre-Neuve-et-Labrador, porte-parole principal pour l'éducation à la Commission Éducation de la 39^e session de la Conférence générale. Conformément à l'accord Canada-Québec relatif à l'UNESCO, M. Sébastien Proulx, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec, a représenté le Québec à la Commission Éducation.

Les autres membres de la délégation du CMEC à la Commission Éducation étaient :

- M. John McLaughlin, sous-ministre, Nouveau-Brunswick;
- M^{me} Chantal C. Beaulieu, directrice générale du Secrétariat du CMEC;
- M. Sébastien Goupil, secrétaire général de la Commission canadienne pour l'UNESCO
- M^{me} Antonella Manca-Mangoff, directrice, International, Secrétariat du CMEC;
- M^{me} Chiara Cautillo, analyste principale, International, Secrétariat du CMEC;
- M^{me} Marie Macauley, analyste, Apprentissage de la petite enfance et primaire-secondaire, Secrétariat du CMEC;
- M^{me} Kara Connors, attachée de direction de M. Kirby, Terre-Neuve-et-Labrador.

Les membres de la délégation du Québec étaient :

- M. Sébastien Proulx, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport;
- M. Jean-François Helms, conseiller politique, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport;
- M. Patrick Gauthier, conseiller en affaires internationales, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur;
- M^{me} Catherine Vallières-Roland, conseillère au pupitre de l'UNESCO, ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

L'Annexe I donne la liste complète des membres de la délégation du Canada à la 39^e session de la Conférence générale.

3. Commission Éducation

i. Aperçu

Les travaux de la Commission Éducation ont porté en grande partie sur le travail relatif à l'ODD 4 en éducation et sur sa réalisation. Plusieurs panels et événements parallèles ont été organisés tout au long de la Commission Éducation, qui était axée sur l'ODD 4.

Discussion ministérielle de haut niveau sur l'ODD 4 – Éducation 2030 Renforcer la responsabilité dans la mise en œuvre de l'ODD 4 – Éducation 2030

Une réunion ministérielle de haut niveau sur l'ODD 4 s'est tenue le 1^{er} novembre 2017. Cette réunion, en amont des travaux de la Commission Éducation, a permis aux États membres de parler de leurs efforts respectifs pour consolider leurs systèmes de gouvernance et de responsabilité et pour mieux comprendre les possibilités et les défis que présentent la mise en œuvre des engagements pris face à l'ODD 4 – Éducation 2030 et la réalisation de l'ODD 4. Deux tables rondes ministérielles sur les mécanismes de promotion de la responsabilité et de la transparence ont réuni 13 ministres de l'Éducation, qui ont mis en relief les initiatives lancées par leur pays pour accroître la responsabilité et faire progresser le programme Éducation 2030.

Lors de la première table ronde, sur la responsabilité, les ministres ont parlé des approches, des politiques, des stratégies et des outils utilisés par leur gouvernement dans le cadre de l'ODD 4 qui favorisent une responsabilité efficace.

Lors de la seconde table ronde, les ministres ont expliqué comment de meilleurs systèmes de responsabilité amélioreraient le financement de l'éducation, particulièrement le financement de sources intérieures. M. Proulx a siégé à cette seconde table ronde.

ii. Ordre du jour

Les membres de la Commission Éducation ont examiné les 10 points à l'ordre du jour de la Conférence générale, divisée en cinq séances sur trois jours.

L'ordre du jour provisoire des travaux de la Commission Éducation est accessible à :
<https://fr.unesco.org/generalconference/39/ed/agenda>;
<https://en.unesco.org/generalconference/39/ed/agenda> (version anglaise).

L'ordre du jour provisoire révisé de la Conférence générale est accessible à :
<http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002489/248939f.pdf>; <http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002489/248939e.pdf> (version anglaise).

L'organisation des travaux de la Conférence générale est accessible à :
<http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002489/248940f.pdf>;
<http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002489/248940e.pdf> (version anglaise).

iii. Séances et messages clés communiqués par la délégation du Canada

Première séance

- **Examen et adoption du Projet de programme et de budget pour 2018-2021 (39 C/5) – Partie II. A : Grand programme I – Éducation**
- **Rôle de l'UNESCO dans la mise en œuvre de l'ODD 4 – Éducation 2030**

À l'instar d'autres États membres, le Canada a appuyé l'adoption du projet de programme et de budget et s'est dit satisfait de l'alignement étroit des résultats prévus dans ce document sur les cibles de l'ODD 4. Il a toutefois mentionné que le cadre de résultats pouvait être amélioré de manière à mieux démontrer comment les activités planifiées contribuaient à la réalisation des résultats prévus par l'organisation.

M. Kirby a parlé du travail du Canada sur les compétences globales, en mentionnant que ce travail englobait la pédagogie autochtone et qu'il s'inscrivait dans la foulée du travail de l'UNESCO sur l'éducation. Il a ajouté que le Canada élaborerait une stratégie pancanadienne pour l'évaluation des compétences globales, y compris la citoyenneté mondiale et la durabilité,

et que diverses initiatives étaient en cours pour faire en sorte que les Autochtones aient un accès équitable à tous les ordres d'enseignement.

La résolution concernant le projet de programme et de budget a été adoptée avec des modifications.

Deuxième séance

Application de la résolution 38 C/72 concernant les institutions éducatives et culturelles dans les territoires arabes occupés

À la demande d'Israël, le projet de résolution concernant les institutions éducatives et culturelles dans les territoires arabes occupés a été débattu de façon exhaustive.

M^{me} Elaine Ayotte, ambassadrice et déléguée permanente du Canada auprès de l'UNESCO, représentait le Canada. Tout au long du débat, les États membres se sont dits préoccupés par les procédures et les retards dans les travaux de la commission. Conformément aux conditions de l'accord, les États membres ont adopté la résolution par consensus.

Rapport de synthèse sur l'application par les États membres de la Recommandation de 1974 sur l'éducation pour la compréhension, la coopération et la paix internationales relative aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales

Le Canada et les autres États membres ont encouragé l'UNESCO à les aider, en étroite collaboration avec d'autres institutions et agences compétentes, à mettre en pratique les valeurs de la Recommandation de 1974. Au commentaire du Canada sur le faible taux de participation général au processus d'établissement des rapports de la Recommandation de 1974 et de la nécessité de rectifier la situation pour avoir des données adéquates permettant de faire le suivi des progrès réels vers la cible 4.7, M. Qian Tang, sous-directeur général pour l'éducation de l'UNESCO, a répondu que son organisation travaillerait à améliorer les taux de réponse.

La résolution proposée sur la Recommandation de 1974 a été adoptée avec des modifications.

Rapport de synthèse sur l'application par les États membres de la Convention et de la Recommandation de 1960 concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement

Les États membres ont exhorté l'UNESCO à renforcer les principes de la Convention de 1960, compte tenu des pratiques actuelles dans certains États membres qui limitent l'accès à l'éducation. Ils ont de plus souligné l'importance d'offrir à tous une éducation égale et inclusive. Le Canada a abondé en ce sens, en signalant ses efforts pour appuyer la réussite des élèves autochtones.

La résolution proposée sur la Convention de 1960 a été adoptée, sans modifications.

Recommandation sur l'application par les États membres de la Recommandation de 1978 concernant la normalisation internationale des statistiques de l'éducation

Lors de la séance sur la Recommandation révisée de 1978 concernant la normalisation internationale des statistiques de l'éducation, les États membres ont souligné la nécessité de renforcer les données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) et d'appuyer davantage ce dernier. Le Canada a expliqué qu'il utilisait la Classification internationale type de l'éducation (CITE) 2011 pour la communication de ses données sur l'éducation et sur les niveaux de scolarisation et que Statistique Canada s'était officiellement engagé à soutenir les normes internationales de classification.

L'UNESCO a convenu avec les États membres que la procédure de révision de la CITE ne devait pas avoir lieu avant 2021. La directrice de l'ISU, M^{me} Silvia Montoya, a expliqué que l'institut ne modifierait pas le système de production de rapports avant la prochaine décennie, et ce, pour donner aux pays le temps d'adopter les nouvelles normes mises en place en 2011. L'UNESCO a signalé que le taux de présentation des rapports était élevé avec la CITE ainsi qu'avec la CITE-A et la CITE-F.

Troisième séance

- **Révision préliminaire de la Convention régionale sur la reconnaissance des études et des diplômes de l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans la région des Caraïbes (1974)**

Rapport d'étape concernant l'élaboration d'une convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications de l'enseignement supérieur

Les États membres, dont le Canada, ont exprimé leur soutien à l'élaboration d'une convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications de l'enseignement supérieur. Pendant les débats, le CMEC a souligné la pertinence d'un tel instrument, qui améliorerait la mobilité étudiante et professionnelle dans toutes les régions et qui renforcerait la coopération internationale en enseignement supérieur.

M. Kirby a insisté sur le fait qu'un tel instrument devait tenir compte de la diversité des systèmes d'éducation dans le monde et être assez souple pour être mis en œuvre dans ces systèmes ainsi que dans les divers ordres de gouvernement. M. Tang a dit que ce serait fait; il a toutefois expliqué que l'élaboration d'un tel instrument avait des répercussions financières et que l'UNESCO recherchait un financement supplémentaire et d'autres bailleurs de fonds pour soutenir le processus.

Lors de la séance, les États membres ont demandé la création d'un comité extraordinaire chargé de prêter son aide à l'élaboration du projet de convention mondiale. L'UNESCO a annoncé que les consultations en vue de produire le projet de texte de la convention mondiale débuteraient dans les deux prochaines années et qu'un projet de texte serait présenté au Conseil exécutif avant la Conférence générale de 2019, où il serait soumis à l'adoption des États membres.

Le Canada a annoncé qu'il avait récemment déposé la Convention de Lisbonne sur la reconnaissance de 1997 devant la Chambre des communes et qu'il comptait présenter sous peu au Conseil de l'Europe et à l'UNESCO l'instrument de ratification, accompagné de sa déclaration, pour que le traité entre en vigueur au pays.

Le projet de résolution sur l'élaboration d'une convention mondiale a été adopté, avec une modification précisant qu'un comité intergouvernemental extraordinaire ouvert à tous les États membres serait créé pour participer à la rédaction de la convention. Le projet de convention sera soumis à l'adoption des membres à la 40^e session de la Conférence générale, en 2019.

Le projet de résolution sur la révision de la Convention régionale sur la reconnaissance des études et des diplômes de l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans la région des Caraïbes (1974) a lui aussi été adopté avec une modification. L'UNESCO a dit que l'élaboration d'une convention mondiale et la révision de la convention régionale de 1974 pour les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes étaient complémentaires et que ces deux démarches s'appuieraient mutuellement.

Quatrième séance

Conclusions du Forum des jeunes liées à l'éducation

Deux jeunes ont présenté les conclusions du 10^e Forum des jeunes, tenu les 25 et 26 octobre 2017. Le Forum des jeunes de l'UNESCO fait partie intégrante de la Conférence générale depuis 2009. Il vise à établir des liens entre le travail de l'UNESCO et celui des groupes de jeunes, permettant ainsi à ces derniers de présenter leurs recommandations aux États membres. La nouvelle formule expérimentale du 10^e Forum des jeunes a permis la présentation de suggestions concrètes sur les façons dont l'UNESCO pourrait accroître son engagement auprès de la jeunesse.

La délégation du Canada au Forum des jeunes comptait deux membres, M^{me} Bushra Ebadi, de l'Ontario, et M. Jeremiah Ellis, de l'Alberta, qui était également délégué du Japon en raison de sa double citoyenneté. Lors du forum, les déléguées et délégués ont discuté de leurs recommandations pour mettre davantage les jeunes à contribution dans le travail de l'UNESCO. Il a de plus été proposé que les jeunes déléguées et délégués participent à la planification du prochain Forum de jeunes pour veiller à ce qu'il reflète leurs besoins et leurs priorités et à ce qu'il facilite la création de partenariats entre l'organisation et les jeunes du monde entier.

M. Kirby a appuyé ces recommandations et a dit qu'il fallait accroître la transparence du Forum des jeunes de l'UNESCO. L'UNESCO a reconnu que les jeunes devraient participer à l'élaboration de la formule du forum et avoir davantage d'occasions de participer au sein de l'organisation.

La résolution a été adoptée telle quelle.

Cinquième séance

Établissement d'instituts et centres de catégorie 2 placés sous l'égide de l'UNESCO

Deux centres de catégorie 2 ont été établis sans débat : il y a eu l'établissement en Chine d'un Centre pour la formation des enseignants à l'Université normale de Shanghai et l'établissement en Chine du projet de centre international du Réseau du système des écoles associées (réSEAU).

Après la prise de cette décision, les présidentes et présidents des conseils d'administration des sept instituts de catégorie 1 du domaine de l'éducation de l'UNESCO¹, ou les personnes les représentants, ont présenté leur rapport d'activités pour 2015-2017.

4. Dialogue sur les compétences globales et l'éducation à la citoyenneté mondiale, organisée conjointement par le CMEC et la Corée

Dans le cadre de la Commission Éducation, le CMEC et la Corée ont été les hôtes conjoints d'un déjeuner ministériel de haut niveau sur les compétences globales et l'éducation à la citoyenneté mondiale. Cet événement s'inscrivait dans la sphère générale de l'ODD 4 en éducation dans les débats de la Commission Éducation. M. Tang, M^{me} Ayotte, chef de la délégation du Canada, et M. Lee Byong Hyun ont prononcé les remarques préliminaires et déclaré l'événement ouvert.

Ce dialogue a été pour MM. Kirby et Proulx une occasion exceptionnelle de mettre en valeur le travail du Canada sur les compétences globales et de présenter le travail en cours dans leur province respective qui est au cœur de l'ODD 4 en éducation et, de façon plus générale, du programme Éducation 2030 de l'UNESCO. Cet événement a permis d'accroître la visibilité du CMEC à la Conférence générale de l'UNESCO et d'y promouvoir les progrès réalisés par le Canada dans ce dossier.

Après les présentations données par MM. Kirby et Proulx, M. Yeonghan Choi, directeur général du Bureau de la coopération internationale du ministère de l'Éducation de la République de Corée, a parlé des leçons apprises et des défis de la mise en œuvre de l'ODD 4, particulièrement la cible 4.7, ainsi que des questions ayant trait à l'éducation à la citoyenneté mondiale.

Après ces présentations, M. John McLaughlin, sous-ministre, ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance du Nouveau-Brunswick, a animé une discussion avec les ministres et les leaders d'autres pays sur les réussites et les défis des stratégies de mise en œuvre des compétences globales, de l'éducation à la citoyenneté mondiale et de l'éducation en

¹ Les sept instituts sont le Bureau international d'éducation de l'UNESCO (IBE), l'Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO (IIEP), l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (IUAV), l'Institut de l'UNESCO pour l'application des technologies de l'information à l'éducation (IITE), l'Institut de l'UNESCO pour le renforcement des capacités en Afrique (IICBA), l'Institut international de l'UNESCO pour l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes (IESALC) et l'Institut Mahatma Gandhi d'éducation pour la paix et le développement durable (MGIEP).

général dans leur pays respectif.

Le rapport conjoint CMEC- République de Corée complet du dialogue sur les compétences globales et l'éducation à la citoyenneté mondiale sera disponible sur le site web du CMEC.

5. Principaux résultats de la conférence

Grâce à l'étroite collaboration entre le CMEC, le gouvernement du Québec, la Délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO et la Commission canadienne pour l'UNESCO (CCUNESCO), les déléguées et délégués ont pu participer activement à la conférence et réaliser leurs objectifs respectifs.

Au cours des cinq séances, les principaux enjeux sur lesquels les États membres de l'UNESCO se sont penchés étaient :

- le rôle de l'UNESCO dans la mise en œuvre de l'ODD 4 – Éducation 2030;
- la promotion d'une éducation inclusive de qualité;
- la promotion de l'éducation à la citoyenneté mondiale;
- l'élaboration de politiques intersectorielles et la mise à contribution de toutes les parties au processus, y compris les jeunes;
- l'importance d'élaborer une convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications de l'enseignement supérieur.

La Conférence générale a décidé d'accorder un budget intégré de 1,2 milliard de dollars américains à l'UNESCO pour 2018-2019. Ce montant comprend un budget de programme ordinaire de 595,2 millions de dollars américains ainsi que des contributions volontaires de source publiques et privées à des mesures précises. Environ 396,8 millions de dollars américains ont été mis de côté pour le Grand programme I – Éducation, dont 75,8 millions seront affectés aux sept instituts de catégorie 1 du domaine de l'éducation.

Il est donc clair que l'éducation demeure un objectif prioritaire pour l'UNESCO.

La version intégrale du *Rapport de la Commission Éducation* est accessible à :

<http://unesdoc.unesco.org/images/0026/002600/260065f.pdf>;

<http://unesdoc.unesco.org/images/0026/002600/260065e.pdf> (version anglaise).

Le *Rapport oral du président de la Commission Éducation* présenté à la 14^e séance plénière, le 11 novembre 2017, est accessible à :

<http://unesdoc.unesco.org/images/0026/002600/260094f.pdf>;

<http://unesdoc.unesco.org/images/0026/002600/260094e.pdf> (version anglaise).

6. Suivi pour le CMEC

Étant donné l'importance de l'UNESCO comme organisation internationale prioritaire du CMEC et des résultats attendus des points clés – l'adoption d'une convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications de l'enseignement supérieur –, le CMEC sera représenté à la 40^e session de la Conférence générale, en 2019.

En outre, 2019 sera l'Année des langues autochtones de l'UNESCO, et la 40^e session de la Conférence générale pourrait servir d'importante plateforme de promotion et de diffusion du travail du CMEC et de la CCUNESCO sur l'éducation des Autochtones. Le CMEC coordonnera sa participation avec le gouvernement fédéral ainsi qu'avec le gouvernement québécois, conformément à l'Accord Canada-Québec sur l'UNESCO.

Le CMEC suivra étroitement :

- la mise en œuvre de l'ODD 4 – Éducation 2030, compte tenu de son importance, de sa portée et des répercussions que cet objectif aura sur l'éducation au Canada et sur la scène internationale au cours de la prochaine décennie;
- la mise en œuvre de l'ODD 4 – Éducation 2030, son alignement sur les compétences globales et la possibilité pour le CMEC de présenter à l'UNESCO le cadre d'évaluation des compétences globales quand il sera prêt;
- la mise en œuvre de la CITE 2011 et l'élaboration d'indicateurs de mesure des progrès (mondiaux, thématiques, régionaux et nationaux);
- l'élaboration du projet de convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications de l'enseignement supérieur, en plus de participer au comité intergouvernemental extraordinaire qui préparera la version provisoire de cette convention, à soumettre à l'approbation de la prochaine Conférence générale, en 2019.

Les membres du CMEC seront informés des progrès dans ce dossier.

Le CMEC souhaite souligner la coopération remarquable de la CCUNESCO ainsi que le travail exceptionnel accompli par le personnel d'Affaires mondiales Canada, de la CCUNESCO, du gouvernement du Québec et du CMEC dans l'élaboration des positions du Canada.

ANNEXE I

**DÉLÉGATION DU CANADA À LA 39^E SESSION DE LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'UNESCO
PARIS, FRANCE, DU 30 OCTOBRE AU 14 NOVEMBRE 2017**

Chef de la délégation

M^{me} Élane Ayotte
Ambassadrice et déléguée permanente du Canada auprès de l'UNESCO
Délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO

Membres de la délégation

M. Dale Kirby
Ministre de l'Éducation et du Développement de la petite enfance
Terre-Neuve-et-Labrador
Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)

M. Sébastien Proulx
Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Gouvernement du Québec

Autres personnes déléguées

M. Nicolas Dimic
Conseiller et délégué permanent adjoint
Délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO

M^{me} Julie Miville-Dechêne
Représentante du gouvernement du Québec
Délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO

M. Andreas Weichert
Directeur exécutif, Direction de l'éducation internationale
Affaires mondiales Canada

M^{me} Dominique Levasseur
Agente principale de programme
Délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO

M^{me} Claude Audet-Robitaille
Agente principale de programme (Québec)
Délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO

M. Saïd Bala

Conseiller principal en politiques, Affaires internationales et intergouvernementales et droits de la personne

Patrimoine canadien

M^{me} Liliane Castets-Poupart

Conseillère en politiques, Direction de l'éducation internationale
Affaires mondiales Canada

M^{me} Christina Cameron

Présidente

Commission canadienne pour l'UNESCO

M. Sébastien Goupil

Secrétaire général

Commission canadienne pour l'UNESCO

Conseillères et conseillers et spécialistes

M^{me} Anne Rochette

Attachée politique

Cabinet du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

M. Patrick Gauthier

Conseiller en affaires internationales

Ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

M^{me} Anne Rhéaume

Coordinatrices aux affaires de l'UNESCO

Ministère des Relations internationales et de la Francophonie

M^{me} Catherine Vallières-Roland

Conseillère au pupitre de l'UNESCO

Ministère des Relations internationales et de la Francophonie

M^{me} Chantal C. Beaulieu

Directrice générale, Secrétariat du CMEC

Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)

M^{me} Antonella Manca-Mangoff

Directrice, International, Secrétariat du CMEC

Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)

M^{me} Chiara Cautillo
Analyste principale, Secrétariat du CMEC
Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)

M^{me} Marie Macauley
Analyste, Secrétariat du CMEC
Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)

M^{me} Kara Connors
Attachée de direction du ministre Dale Kirby, Terre-Neuve-et-Labrador
Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)

M. Theo Breedon
Gestionnaire de programme
Commission canadienne pour l'UNESCO

M^{me} Isabelle Levert-Chiasson
Agente de programme, Éducation
Commission canadienne pour l'UNESCO

M. Xavier Le Guyader
Agent de programme, Sciences naturelles
Commission canadienne pour l'UNESCO

M. Mathias Bizimana
Agent de programme, Culture
Commission canadienne pour l'UNESCO

M^{me} Paulie Dugré
Agente de programme, Communication et information
Commission canadienne pour l'UNESCO

M^{me} Cynthia Lacasse
Agente de programme, Sciences sociales et humaines
Commission canadienne pour l'UNESCO